

COMMUNIQUÉ de PRESSE

CONCLUSIONS DU GRAND DÉBAT : ON NE CHANGE RIEN

Les annonces du président de la République confirment la mise en place de mesures qui ne sont pas à la hauteur des exigences portées par les différents mouvements sociaux qui secouent le pays ces derniers mois.

Dans la panique générale, il avait lancé l'opération Grand Débat cherchant à neutraliser voire réprimer les résistances aux orientations politiques engagées et à échapper aux revendications portées par de nombreux Français sur les ronds-points comme dans les entreprises, les établissements.

Ce grand débat, organisé officiellement pour écouter les Français, s'est transformé en un faux débat, en une campagne électorale Macronienne cadennassée.

L'empressement à baliser cet exercice, soi-disant démocratique, débouche sur ce résultat : un contraste, un gouffre immense entre les conclusions et les attentes, les aspirations, les revendications des Français et des travailleurs. Un mépris pour leurs galères quotidiennes, alors qu'ils ne demandent qu'un avenir meilleur pour eux et leurs enfants.

Les tergiversations gouvernementales aboutissent à des décisions qui ne changent aucunement le cap des politiques menées depuis le début du mandat présidentiel.

Il exonère une nouvelle fois le patronat, les plus fortunés et ne met aucunement à contribution le capital pour répondre aux fractures sociales et territoriales.

Plusieurs annonces cosmétiques ou « symboliques » ne changeront en rien la vie de nos concitoyens sur le long terme, d'autres sont loin de rattraper la perte de pouvoir d'achat subie depuis des décennies par une grande partie de la population. Les décisions sur les services publics relèvent de la supercherie au regard des réformes passées, imposées ou celles en préparation dans ces secteurs, toutes aussi nocives les unes après les autres. Enfin, les quelques mesures fiscales proposées ouvrent très modestement un débat qu'il faudrait engager en profondeur sur la fiscalité et évitent surtout de rétablir l'ISF, de mettre à contribution les détenteurs de capitaux, encore moins les actionnaires du CAC40.

Le summum de l'hypocrisie est atteint sur la question des retraites. Vouloir instaurer la retraite par points c'est, de fait, diminuer le niveau des pensions et obliger les travailleurs à partir après l'âge légal pour échapper à une décote.

Quant à « l'art d'être français » et à la teneur inquiétante des propos sur l'immigration et l'identité nationale, la CGT dénonce un discours nauséabond renouant avec une période très sombre de notre histoire. Ces propos ne peuvent que fractionner la société.

Nous avons donc raison : la tenue du Grand débat a oscillé, entre frustrations, rancœurs et enfumage.

Il s'agit donc toujours de répondre en urgence aux enjeux économiques, sociaux et écologiques de la période.

Les conclusions génèrent à la fois colère, indignation et appellent nécessairement à des mobilisations pour modifier profondément les orientations politiques actuelles, ouvrir d'autres perspectives et réduire les inégalités sociales et territoriales de notre pays, que les propositions risquent au contraire d'aggraver.

Les salariés, retraités, privés d'emploi, les travailleurs en général ne peuvent se contenter des annonces de ce soir et devront se mobiliser pour gagner une autre répartition des richesses, seule solution pour entrevoir des horizons meilleurs :

- l'amélioration du pouvoir d'achat, en particulier, par la revalorisation du Smic, des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux ;
- la relance des dynamiques budgétaires pour développer l'emploi, des investissements sur l'ensemble du territoire ;

- la modernisation et le développement des services publics attaqués encore récemment par une réforme rétrograde de la Fonction publique.

Nous appelons à la mobilisation, le plus largement possible, dans les entreprises, les établissements, dans les localités, **le 1^{er}-Mai puis le 9 mai pour gagner des avancées contribuant au progrès social.**

Montreuil, le 25 avril 2019